



## MARCHE PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLE

Cahier des Clauses Techniques Particulières  
2025\_PNR\_07

## ASSISTANCE ET CONSEILS JURIDIQUES POUR LES BESOINS DU PARC NATIONAL DE LA REUNION

<b>Pouvoir adjudicateur</b>	Parc National de la Réunion 258 Rue de la République 97431 LA PLAINE DES PALMISTES
<b>Représentant du pouvoir adjudicateur</b>	Le Directeur du Parc national de la Réunion Monsieur DELOME Jean-Philippe
<b>Renseignement d'ordre administratif :</b>	Secrétariat Général
<b>Type de marché</b>	MAPA

## Table des matières

Article 1 – Dispositions générales .....	4
1.1 objet du marché .....	4
1.2 les différents domaines de la prestation.....	4
1.2.1 Le droit de la commande publique.....	4
1.2.2 Le droit des ressources humaines .....	4
1.2.3 Le droit public.....	5
1.2.4 Le droit de l’environnement.....	5
1.2.5 Le droit de la construction.....	5
1.2.6 Le droit de la propriété intellectuelle.....	5
Article 2 – Prestations attendues par le Parc national de La Réunion .....	5
2.1 Missions d’assistance juridique simple .....	5
2.2 Missions d’assistance juridique écrite.....	6
2.3 Aide à la rédaction de documents.....	7
2.4 les missions supplémentaires.....	7
Article 3 – Dispositions complémentaires.....	7
Réunion de lancement .....	7
Saisine.....	8
Modalités de commande et exécution .....	8
Format des livrables .....	8

## PREAMBULE – Présentation du Parc national de La Réunion

Le Parc national de La Réunion, créé par le Décret 2007-296 du 5 mars 2007, est géré par un établissement public à caractère administratif placé sous tutelle du ministère de la transition écologique.

L'établissement comprend un siège localisé à la Plaine des Palmistes. Il est organisé en quatre représentations territoriales appelées « secteurs » :

- Le Secteur Est (Plaine des Palmistes),
- Le Secteur Ouest (Trois-Bassins),
- Le Secteur Sud (Petite-Île),
- Le Secteur Nord (Saint-Denis).

Le périmètre du Parc national comprend deux zones distinctes :

- ✓ Un cœur de parc (105 000 ha) dédié à la préservation et la valorisation du patrimoine naturel et culturel, où le directeur du Parc dispose de pouvoirs réglementaires ;
- ✓ Une aire d'adhésion regroupant des territoires ruraux adjacents au cœur du parc et abritant environ 160 000 habitants, où l'établissement public ne dispose pas de pouvoirs réglementaires. La charte du parc national y favorise un développement durable fondé sur la solidarité écologique et paysagère avec le cœur.

La création du Parc national répond à la volonté partagée au niveau national et local de préserver et valoriser un environnement remarquable en prenant en compte les particularités territoriales.

**Doublement labellisé – au niveau national comme Parc et au niveau international avec son inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2010** – le territoire doit construire une ambition particulière, que ce soit en matière d'offres ou de services (éco)touristiques ou d'objectifs de conservation.

## Article 1 – Dispositions générales

### 1.1 objet du marché

Le présent accord-cadre porte sur la réalisation de prestations d'assistance et de conseils juridiques multi domaine pour les besoins du Parc national de La Réunion.

### 1.2 les différents domaines de la prestation

Le titulaire de l'accord-cadre devra répondre à des questions sur des domaines multiples comme :

- Le droit de la commande publique,
- Le droit des ressources humaines (public des ressources humaines dans la fonction publique d'état),
- Le droit public,
- Le droit de l'environnement,
- Le droit de la construction,
- Le droit de la propriété intellectuelle.

#### 1.2.1 Le droit de la commande publique

Dans le cadre de ce domaine, le titulaire est peut-être amené à : (liste non exhaustive)

- Fournir des avis juridiques sur des points de la commande publique
- Conseiller le Parc national de La Réunion sur les procédures relatives au Code de la commande publique, notamment lors de la rédaction de lettre de rejet, de déclarations sans suite ou de réponses à des candidats évincés
- Assister le Parc national de La Réunion dans la gestion des litiges contractuels avec des fournisseurs (mise en demeure, application de pénalités, résiliations).
- Relire et commenter un document complexe de procédure (CCAP, RC ...).

#### 1.2.2 Le droit des ressources humaines

Dans le cadre de ce domaine, le titulaire est amené à : (liste non exhaustive)

- Conseiller le Parc national de La Réunion dans le cadre de la réglementation de la fonction publique d'état (règlement intérieur, etc ...)
- Conseiller le Parc national de La Réunion dans le cadre de dossiers individuels (contrats, avenants, sanctions, demandes spécifiques (maladie, invalidité, congés), rédiger des documents (courriers de réponses, etc.)
- Assistance dans les dossiers ressources humaines<sup>1</sup> complexe

Il sera demandé au titulaire de réaliser, uniquement dans le cadre de ce domaine, les tâches suivantes :

- Réponses à toute question juridique
- Rédaction de projets de courriers

---

<sup>1</sup> Ressources humaine de la fonction publique d'état

- Suivi des procédures disciplinaires ou de licenciement
- Validation de contrat de travail, de démarche juridique, de courriers...

### 1.2.3 Le droit public

Dans le cadre de ce domaine, le titulaire est amené à : (liste non exhaustive)

- Fournir des avis juridiques sur des points de droit administratif et de finances publiques
- Conseiller le Parc national de La Réunion sur les procédures administratives des EP et des PN

### 1.2.4 Le droit de l'environnement

Dans le cadre de ce domaine, le titulaire est amené à : (liste non exhaustive)

- Fournir des avis juridiques sur des points du droit de l'environnement
- Conseiller le Parc national de La Réunion sur les procédures de police administrative et judiciaire

### 1.2.5 Le droit de la construction

Dans le cadre de ce domaine, le titulaire est amené à : (liste non exhaustive)

- Fournir des avis juridiques sur des points du droit de la construction
- Conseiller le Parc national de La Réunion sur les procédures

### 1.2.6 Le droit de la propriété intellectuelle

Dans le cadre de ce domaine, le titulaire est amené à : (liste non exhaustive)

- Fournir des avis juridiques sur des points du droit de la propriété intellectuelle
- Conseiller le Parc national de La Réunion sur les procédures

## Article 2 – Prestations attendues par le Parc national de La Réunion

Le Parc national de La Réunion souhaite bénéficier de l'assistance et des conseils d'un avocat sur des questions juridiques dans les domaines définis dans le présent article.

Par assistance et conseil juridiques, le Parc national de La Réunion entend tous types de conseils et consultations, de manière physique, téléphonique et dématérialisée, la rédaction d'actes ou de documents divers, sans que cette liste soit exhaustive.

Chaque analyse juridique, quel que soit son niveau, fera référence aux textes de base légale, références jurisprudentielles et/ou doctrinales qui soutiennent le raisonnement, le développement et la position du titulaire.

### 2.1 Missions d'assistance juridique simple

Dans ce cadre, le Parc national de La Réunion pourra solliciter une assistance juridique sur une question ne soulevant pas de difficulté juridique particulière et à laquelle une réponse peut être apportée rapidement.

Le titulaire sera saisi par courriel ; il devra répondre par écrit dans un délai maximum de trois (3) jours suivant la demande initiale ou tout autre délai convenu lors de la saisine.

Livrable attendu : la réponse sous forme de courriel accompagné d'un document, doit être fournie dans un délai maximum de trois (3) jours ou tout autre délai convenu lors de la saisine. Le document peut prendre la forme d'une note, d'une fiche, d'une étude, éventuellement accompagné de tableaux, schémas, logigrammes, proposition de courrier etc. en fonction de l'usage et de la demande de l'acheteur en ce sens.

Le livrable pourra être retourné pour modification au titulaire qui sera amené à faire toutes les modifications/corrections utiles avant validation finale. La demande de modification comprendra le nouveau délai de mise du livrable.

## 2.2 Missions d'assistance juridique complexe

Le Parc national de La Réunion peut également solliciter le titulaire, par courriel, de consultations juridiques/avis juridique nécessitant une analyse juridique plus complexe et/ou la réalisation de recherche plus approfondies. Le titulaire se doit de procéder à une étude complète de points juridiques particuliers :

- Etat de droit sur la question, synthèse juridique, présentation de la jurisprudence et de la doctrine, etc.
- Proposition de résolution d'une difficulté juridique à laquelle l'acheteur est confronté
- Formalisation d'une stratégie d'action conforme à la législation, afin d'apporter une réponse opérationnelle et sécurisée au cas exposé.

### 2.2.1 La consultation juridique complexe

Le terme complexe désigne une thématique nouvelle ou qui fait appel au droit international ou à plusieurs réglementations différentes, etc.

Livrable attendu : la réponse sous forme de courriel accompagné d'un document, doit être fournie dans un délai maximum de cinq (5) jours ou tout autre délai convenu lors de la saisine. Le document peut prendre la forme d'une note, d'une fiche, d'une étude, éventuellement accompagné de tableaux, schémas, logigrammes, proposition de courrier etc. en fonction de l'usage et de la demande de l'acheteur en ce sens.

Le livrable pourra être retourné pour modification au titulaire qui sera amené à faire toutes les modifications/corrections utiles avant validation finale. La demande de modification comprendra le nouveau délai de mise du livrable.

### 2.2.2 La consultation juridique urgente

Le terme urgence est définie comme toutes situations à risque de contentieux et/ou suite à un enjeu environnemental fort qui nécessite une réponse rapide du Parc national de La Réunion. Par conséquent, le délai de réponse attendu pour ce type de consultation est entre 6 à 12H.

Livrable attendu : la réponse sous forme de courriel accompagné d'un document, doit être fournie dans un délai maximum de douze (12) heures ou tout autre délai convenu lors de la saisine. Le document peut prendre la forme d'une note, d'une fiche, d'une étude, éventuellement accompagné

de tableaux, schémas, logigrammes, proposition de courrier etc. en fonction de l'usage et de la demande de l'acheteur en ce sens.

Le livrable pourra être retourné pour modification au titulaire qui sera amené à faire toutes les modifications/corrections utiles avant validation finale. La demande de modification comprendra le nouveau délai de mise du livrable.

### 2.3 Aide à la rédaction de documents

Le Parc national de La Réunion est amené, dans le cadre de ses missions, à produire des actes et documents administratifs et réglementaires. Le titulaire pourra être amené à aider l'acheteur dans la rédaction, la validation, le contrôle, la correction, etc. de tout document, en le faisant ainsi bénéficier de son expertise juridique.

Cela comprend :

- Avis sur un acte (courrier, délibérations, etc..)
- Rédaction d'acte ou de tous documents juridiques,

Livrable attendu : la réponse sous forme de courriel accompagné s'il y a lieu de l'acte proposé ou corrigé, doit être fournie dans un délai maximum de cinq (5) jours ou tout autre délai convenu lors de la saisine.

Le livrable pourra être retourné pour modification au titulaire qui sera amené à faire toutes les modifications/corrections utiles avant validation finale. La demande de modification comprendra le nouveau délai de mise du livrable.

### 2.4 les missions supplémentaires

Le Parc national de La Réunion peut également demander au titulaire de :

- Participer à des réunions de travail,
- Participer à des réunions de négociation et rédaction des actes issus de ces négociations,
- Accompagnement du Parc national de La Réunion dans les processus de médiation.

Que cela soit en présentiel ou en distanciel.

Livrable attendu : un compte rendu sous forme de courriel doit être fournie dans un délai maximum de cinq (5) jours ou tout autre délai convenu lors des différentes réunions. Le document peut prendre la forme d'une note, d'une fiche, d'une étude, éventuellement accompagné de tableaux, schémas, logigrammes, proposition de courrier etc. en fonction de l'usage et de la demande de l'acheteur en ce sens.

## Article 3 – Dispositions complémentaires

### 3.1 Réunion de présentation

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire prend contact avec l'acheteur afin d'organiser une réunion de lancement. La personne désignée par le titulaire (l'interlocuteur direct unique) est obligatoirement présente à cette réunion. Cette réunion doit permettre notamment d'ajuster les périmètres de la prestation, d'affiner les modalités de saisine.

### 3.2 Saisine

Compte tenu de l'organisation actuelle, le titulaire sera exclusivement contacté :

- Par la Secrétaire générale ;
- Par la chargée de mission Réglementation.

L'acheteur saisit le titulaire :

Par courriel, courrier (notamment s'il y a des documents à joindre) ou par téléphone en cas d'extrême urgence.

### 3.3 Modalités de commande et exécution

Le titulaire s'engage, dès la notification du marché, à communiquer à l'acheteur, le courriel du contact à laquelle seront envoyés les bons de commandes.

Le titulaire s'engage à respecter les délais définis dans le marché et dans les bons de commandes. Tout autre délai nécessitera l'accord préalable de l'acheteur.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché.

Le Parc national de La Réunion s'engage à fournir tous les documents et fichiers nécessaires à la réalisation de chaque prestation. Elle facilitera, en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

Le titulaire veillera à être disponible et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour répondre aux sollicitations du Parc national de La Réunion.

### 3.4 Format des livrables

L'ensemble des documents/livrables à remettre doivent être envoyés à la personne à l'origine de la demande, sous format électronique compatible Writer (LibreOffice) ou Word (Microsoft), par courriel (et autre format à la demande de l'acheteur).